

Déclaration issue de la Rencontre continentale pour la paix au Pays basque

Ville de Mexico, 17 octobre 2013

Les participants à la rencontre continentale pour la paix au Pays Basque et les organisations et personnes qui signons ce document, nous affirmons que le moment que vit Euskal Herria est historique. En plus de l'annonce d'arrêt définitive des actions armées faite par ETA, la déclaration de Bruxelles signée par plusieurs Prix Nobel (mars 2010), les accords de Guernica signés par différentes forces politiques et sociales (septembre 2010) et le débat mené au sein de la gauche abertzale et sa décision d'emprunter exclusivement des voies politiques et démocratiques témoignent de l'ère politique nouvelle qui s'annonce pour Euskal Herria, mais aussi pour les états Français et Espagnol.

Selon nous, la conférence internationale pour la paix qui s'est déroulée à Donostia (San Sebastian) le 17 octobre 2011 à été décisive pour l'évolution des événements dont il est question. Cette conférence, soutenue par plusieurs personnalités importantes de renommée internationale, a été essentielle dans le contexte de recherche de solutions qu'exige le conflit que vit Euskal Herria. Nous croyons aussi que les cinq points approuvés dans la Résolution issue de cette Conférence (connu sous le nom de Déclaration d'Aiete, car elle s'est déroulée au Palais d'Aiete) est une feuille de route adaptée qui, dans le contexte politique actuel, est d'une grande valeur. Par ailleurs, tant pour son contenu, que ses conclusions ou encore pour les efforts qu'elle réclame, elle est devenu une initiative de référence.

Le 20 Octobre 2011, ETA annonçait l'arrêt définitive des actions armées et réclamait un dialogue avec les gouvernements Français et Espagnol pour traiter exclusivement des « conséquences du conflit », terme qui inclut les questions relatives aux prisonniers, aux victimes et au désarmement, de sorte que l'agenda politique se situe pleinement dans le champ des représentants de la société basque.

Il nous semble opportun de souligner que les contenus de la Conférence de Donostia sont en vigueur et nous appelons tous les acteurs qu'elle implique -ETA, les gouvernements, les institutions, les partis politiques et la société civile- à promouvoir le dialogue et la réconciliation, qui sont la base d'une cohabitation solide. Nous les encourageons à prendre des mesures sur la question des prisonniers et de leur libération, ainsi que sur la démilitarisation et le désarmement réglementé et vérifiable d'ETA. En rapport avec ces sujets, nous pensons que les recommandations publiées en mai 2013 à Donostia par « Le Forum Social pour promouvoir le processus de paix en Euskal Herria » sont très positives et nous encourageons leur application immédiate.

Nous vivons une nouvelle ère politique qui exige que nous agissions sans plus tarder. Donner suite à l'esprit et au chemin de la paix par dessus la logique de la force et la discorde demande des efforts constructifs, et il n'y a plus, de nos jours, d'excuse ou d'obstacle pour s'en défilier. Il y va de la responsabilité de tout le monde de promouvoir et de trouver les voies nécessaires pour arriver à consolider ce nouveau scénario. Pour tout cela, nous appelons toutes les parties à participer à la construction d'une paix juste et durable en Euskal Herria et, par conséquent, nous recommandons l'application de la feuille de route proposée par la Déclaration de la Conférence Internationale pour la Paix le 17 octobre 2011 à Donostia.

Liste des signataires :

- VINICIO CEREZO, Président du Guatemala de 1986 à 1991
- ALVARO COLOM, Président du Guatemala de 2008 à 2012
- JAIME PAZ ZAMORA, Président de Bolivie de 1989 à 1993
- RODRIGO BORJA, Président d'Équateur de 1988 à 1992
- OSCAR ARIAS, Président du Costa Rica pendant deux mandats: de 1986 à 1990 et de 2006 à 2010
- RICARDO LAGOS, Président du Chili de 2000 à 2006
- CESAR GAVIRIA, Président de la Colombie 1990 à 1994
- FERNANDO LUGO, Président du Paraguay de 2008 à 2012
- ERNESTO SAMPER, Président de la Colombie de 1994 à 1998
- JUAN C. WASMOSY, Président du Paraguay de 1993 à 1998
- BELISARIO BETANCUR, Président de la Colombie de 1982 à 1986
- JULIO M. SANGUINETTI, Président de l'Uruguay pendant deux mandats : de 1985 à 1990 et de 1995 à 2000
- CARLOS MESA, Président de Bolivie de 2003 à 2005
- JORGE TAPIA, Ministre de l'éducation du Chili de 1972 à 1973 (Gouvernement d'Allende)
- LUIS O. MAIRA, Ministre de planification et coopération du Chili de 1994 à 1996, F. MAYOR ZARAGOZA
- Directeur général de l'UNESCO de 1987 à 1999 (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture)
- MIGUEL D'ESCOTO, Ministres des affaires étrangères du Nicaragua de 1979 à 1990

- LUCIA TOPOLANSKY, Sénatrice uruguayenne et Ancienne Première dame

Organisations promouvant l'initiative :

- Fondation Lazaro Cardenas et Amalia Solorzano (Mexique)
- Serapaz. Services et conseils pour la Paix (Mexique)
- Colombiens Pour la Paix (Colombie)
- Serpaj. Services pour la Paix et la Justice (Argentine)
- Lokarri, organisation sociale qui œuvre pour la paix en Euskal Herria (Euskal Herria)
- Fondation Guayasamin. Institut Culturel (Equateur)